



Construits en dur, les nouveaux puits évitent les risques d'effondrement et d'accident.

AGADEZ. En parcourant la région de l'Air, en février 2006, avec l'association Hed-Tamat, la mission du Secours populaire a rencontré et parlé avec des centaines de villageois. Leur préoccupation : l'eau.

Des puits pour le Niger

Les Africains ont toujours été prêts pour la démocratie. Les multiples discussions dans les villages ont d'ailleurs impressionné Pascal Rodier*, responsable de la mission du Secours populaire : « Nous avons pu faire le constat que la clé du développement dans cette région c'est l'accès à l'eau. Cela permet de développer une activité maraîchère, de soutenir l'économie pastorale et de diminuer la pénibilité de la vie des enfants et des femmes. Lorsqu'on passe moins de temps à aller chercher l'eau, on a plus de temps pour aller à l'école... »

La région de l'Air est une zone de reg d'altitude élevée qui joue un rôle de château d'eau naturel pour tout le nord-ouest du Niger. L'eau est redistribuée par des *koris* (des oueds), et

par des nappes phréatiques d'infiltration. Les villages où le Secours populaire a déjà financé l'aménagement de puits forment des taches vertes que l'on aperçoit de loin. C'est le cas à Ajirou, un village particulièrement enclavé où l'on pratique traditionnellement l'élevage et où les habitants diversifient maintenant leur alimentation avec le maraîchage et peuvent aussi vendre certaines de leurs productions comme les oignons. Les légumes et les céréales permettent d'ajuster les ressources en cas de sécheresse, un fléau qui a touché le Niger ces trois dernières années et s'est ajouté aux criquets en 2005. Pendant les crises, le bétail doit être vendu au plus vite et perd énormément de valeur alors que le prix du reste de l'alimentation flambe.

Le programme commun de Hed-Tamat et du Secours populaire ne bouscule pas les modes de vie et tient compte des ressources. Une vingtaine de puits ont déjà été réalisés et une centaine d'autres sont envisagés : la majorité est destinée aux cultures, d'autres à l'élevage ou à l'alimentation en eau potable. Il s'agit avant tout de consolider avec de meilleurs matériaux des points d'eau déjà utilisés et de sécuriser et d'équiper de pompes les puits villageois. De plus, Hed-Tamat a déjà l'expérience du suivi de constructions similaires et constate que les habitudes de consommation ne sont pas modifiées par un meilleur accès à la ressource : dans le désert, on ne gaspille pas l'eau. « Pour faire notre toilette en mission, nous n'avons que le

contenu d'une théière chacun », se souvient Pascal Rodier qui avoue être devenu plus attentif au gaspillage lorsqu'il est en France. Cet esprit civique rejoint celui développé par Hed-Tamat et sa méthode participative. Dans chaque village, les bénéficiaires contribuent à l'implantation des puits par la discussion, la mise en place d'un comité de gestion et des travaux collectifs. De son côté, le SPF des Yvelines qui devrait être rejoint par d'autres fédérations (la Seine-Maritime avait un représentant dans la dernière mission) recherche les financements pour son programme d'une centaine de puits pour un budget total de plus de 200 000 euros : 75 000 habitants de neuf communes de la région vont en bénéficier. ■

*Responsable du SPF des Yvelines

Autres programmes en Afrique

Comme au Niger, l'eau se retrouve au cœur des programmes de développement du Secours populaire en Afrique. Dans la région de l'Air, l'action de Hed-Tamat concerne la prévention des crises alimentaires

parallèlement à la formation de secouristes, au soutien à des écoles ou à la lutte contre le sida. En 2005, un programme « Cash for work » avait permis de réaliser des travaux d'aménagements collectifs dans

les villages de l'Air, notamment pour le recueil de l'eau. Au Mali, outre le programme d'adduction de Marena Tringa, la création d'une vingtaine de carrés maraîchers est en projet dans la région de Kayes afin de permettre des cultures de contre-saison. Un programme

pilote, auquel participe notamment le Secours populaire du Pas-de-Calais, est en cours de réalisation dans le village de Diakoné. Le SPF du Val-de-Marne participe, lui, à un autre programme d'adduction d'eau à Dargo, au Burkina Faso. Dans toutes ces actions, le princi-

pe de base consiste, avec des partenaires locaux, à associer les habitants à la réflexion sur les besoins, à la réalisation et à la pérennisation. Ainsi, au Mali, ce sont des comités de gestion issus des groupements féminins villageois qui administreront la ressource.